

Abo **Suisse romande**

# Le CSP alerte sur la hausse de la précarité

Alors que les indicateurs officiels s'améliorent, la pauvreté cachée se tourne vers l'aide privée, annoncent les Centres sociaux protestants romands.



Eric Budry

Publié: 21.03.2023, 17h37



Les Centres sociaux protestants s'inquiètent particulièrement pour les travailleurs pauvres et les résidents étrangers qui ne recourent pas aux aides sociales de peur de perdre leur permis d'établissement.

MAGALI GIRARDIN

«Crise après crise, ce sont les plus fragiles qui trinquent. Malgré les leçons apprises lors de la pandémie, les dispositifs sociaux restent poreux et se montrent inopé-

rants pour contrecarrer certaines vulnérabilités, en particulier lorsqu'elles s'accumulent.» Le constat est de Bastienne Joerchel, présidente de l'association CSP.ch et directrice du Centre social protestant Vaud. Il a donné le la de la conférence de presse annuelle des CSP romands tenue mardi à Genève.

## «Il faut faire primer l'accès aux aides sociales sur le permis de séjour.»

Alain Bolle, directeur du Centre social protestant Genève

Car, non, la situation ne s'est pas forcément améliorée pour certains en 2022 à la fin de la crise sanitaire. Immédiatement après, il y a eu l'éclatement du conflit en Ukraine, une augmentation des coûts de l'énergie puis, plus globalement, l'inflation et, enfin, l'augmentation des primes de l'assurance maladie. «Ces crises successives ont achevé de précariser ceux que le Covid avait fragilisés», relève Caroline Regamey, la responsable politique sociale et recherche du CSP Vaud.

### Une situation paradoxale

Si l'on ne consulte que les données officielles, cette réalité n'est toutefois pas perceptible. «La situation est paradoxale, poursuit Bastienne Joerchel. Les indicateurs économiques et sociaux (chômage, aide sociale) sont bons, mais de notre côté nous enregistrons une augmentation de la précarité.» Explication logique: celles et ceux qui frappent aux portes des CSP se situent souvent au-dessous du radar des statistiques officielles.

Ces personnes en grandes difficultés qui n'apparaissent pas dans les chiffres officiels appartiennent à plusieurs groupes de la population. Selon les CSP romands, on peut citer les travailleurs pauvres, Suisses ou étrangers, qui, sans remplir les conditions financières pour obtenir des aides sociales, sont incapables de supporter une augmentation de charges (soins de santé, primes, loyers, achats alimentaires).

Autre catégorie: les résidents étrangers qui se refusent à demander une aide sociale à laquelle ils auraient droit de peur de perdre leur permis de séjour. Deux femmes travaillant dans l'économie domestique à Genève expliquent ainsi comment elles se sont retrouvées endettées à la suite de la crise du Covid pour avoir dû contracter un emprunt afin de passer le cap. Toutes deux ont été régularisées après avoir été sans-papiers, ce qui rendait quasi impossible le recours à l'aide de l'Hospice général.

Leur situation s'est aujourd'hui stabilisée, mais sans l'aide du CSP et les informations fournies, il leur aurait été presque impossible de sortir la tête de l'eau.

## Explosion des demandes



Les CSP romands ont lancé mardi leur campagne annuelle de récolte de fonds. De gauche à droite: Pierre Ammann (directeur du CSP Berne-Jura), Caroline Regamey (responsable de la politique sociale et recherche du CSP Vaud), Bastienne Joerchel (présidente du CSP.ch et directrice du CSP Vaud), Alain Bolle (directeur du CSP Genève), Aurélie Planas et Mélanie Müller-Rossel (codirectrices du CSP Neuchâtel).

DR/@ CSP Vaud

Les signaux d'une augmentation de la précarité vont des recours à l'aide alimentaire à Neuchâtel, Vaud et Genève, à l'activité du Vestiaire social à Genève en pas-

sant par celle des épiceries Caritas. Les Colis du Cœur genevois ont ainsi distribué des cabas alimentaires à 7300 personnes en février 2023, alors qu'elles étaient 3700 avant la pandémie.

Les demandes d'aides financières au CSP pour le paiement des charges incompressibles sont un autre exemple. Dans le canton de Vaud, elles ont plus que doublé entre 2019 (soit avant la pandémie) et 2022. «Ces indicateurs sont en plus partiels car nous n'avons tout simplement pas les ressources pour répondre à toutes les demandes, note Bastienne Joerchel. Partout, nos permanences sont débordées.»

## Ce qui doit changer

Les CSP appellent les pouvoirs publics «à retenir les leçons de la pandémie en élargissant une série de mesures». À commencer par la mise à disposition de statis-

**[24]**

28



lon le projet de loi sur l'aide sociale et la lutte contre la pauvreté, qui a été examiné en Commission des affaires sociales d'octobre à décembre 2022.

«Il faut aussi mieux soutenir la classe moyenne et basse, qui est extrêmement touchée par l'aide sociale, qui est extrêmement bas, précise Alain Bolle, le directeur de CSP Genève. Nous recommandons également une harmonisation des aides sociales et leur indexation pour supprimer les inégalités entre cantons.»

Avez-vous déjà essayé? Vous pouvez désormais offrir des articles Abo à vos proches.



quellement exa-

euil d'accès à

Enfin, concernant le non-recours aux prestations par des résidents étrangers, les CSP estiment nécessaire la tenue d'un débat politique. «Il faut faire primer l'accès aux aides sociales sur le permis de séjour», conclut Alain Bolle.

**Eric Budry** était journaliste rattaché à la Tribune de Genève jusqu'à sa retraite en 2023. Il couvrait plus spécifiquement la politique cantonale. Détenteur d'un master en sciences politiques de l'Université de Genève, il a œuvré dans différents journaux avant de rejoindre le quotidien genevois en 2000. [Plus d'infos](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

**28 commentaires**



